

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 09/01/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Perigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV SUD OUEST

Chemin Bailloux
33140 Villenave-D'ornon

Références : 0007201294/AA/2025/11
Code AIOT : 0007201294

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement SUEZ RV SUD OUEST implanté LE BOIS ROUSSEAU 17270 CLERAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV SUD OUEST
- LE BOIS ROUSSEAU 17270 CLERAC
- Code AIOT : 0007201294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société SUEZ R&V Sud-Ouest exploite sur le territoire de la commune de Clérac les installations de traitement de déchets suivantes :

- une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), d'une capacité maximale annuelle de 125 kt du 1er janvier 2023 à la fin de l'exploitation,
- une déchetterie collectant les déchets dangereux (6,9 t) et non dangereux (200 m³),
- une installation de traitement d'effluents (lixiviats internes produits par l'ISDND et lixiviats externes).

Le site Clérac I a été mis en service en 1996. Son exploitation a cessé le 31 décembre 2015 conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 juin 2012.

Afin de pérenniser le site, l'exploitant a déposé en 2013 un dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) un ensemble d'installations de traitement (centre de tri, centre de production de combustibles solides de récupération, installation de méthanisation et de compostage, installation de traitement de terres polluées, déchetterie) et d'élimination (site Clérac II) de déchets. Cet ensemble a été autorisé par arrêté préfectoral du 6 octobre 2014.

La société SUEZ R&V SUD OUEST exploite actuellement le sixième casier de l'ISDND.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/10/2014, article 1.6.1	Sans objet
2	Drainage et collecte des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 06/10/2024, article 8.2.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection, il a été fait état des modifications apportées sur le site depuis 2014, rapportées dans les différents porters à connaissance (PAC) déposés par l'exploitant. Une instruction groupée de ces PAC est prévue, accompagnée d'une révision de l'arrêté d'autorisation du 6 octobre 2014. Une grande partie de l'inspection a été consacrée à faire le point sur la nature des PAC transmis et sur le caractère pertinent de ces derniers compte tenu de l'évolution réelle du site.

La construction du casier n°7 est terminée, et le dossier de conformité sera transmis d'ici la fin de l'année 2025. La réception des premiers déchets est prévue entre fin février et début mars 2026. Aucun dépassement de la hauteur de lixiviats en fond de casier n'a été constaté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2014, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande

d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions prévues par l'article R. 512-33 du Code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant indique que le casier actuel, le casier n°6, devrait être exploité jusqu'à fin février ou début mars. Par conséquent, le casier n°7 devra être réceptionné avant cette période pour éviter toute rupture de capacité d'enfouissement. Lors de la visite, il a été constaté que le casier n°7 était déjà terminé. L'exploitant a précisé qu'il comptait transmettre le dossier de conformité d'ici la fin de l'année 2025.

L'ensemble des porters à connaissance (PAC) à instruire depuis 2014 a été abordé avec l'exploitant. Au total, 14 PAC ont été identifiés, couvrant la période de 2014 à 2026, incluant un nouveau PAC relatif à la plateforme de terres polluées. En prévision de la révision de l'arrêté d'autorisation, l'exploitant a distingué les PAC encore valides et nécessitant une instruction de ceux devenus obsolètes.

Par ailleurs, l'exploitant a souligné que certaines activités prévues dans le projet d'éco-pôle de Clérac n'ont jamais été mises en œuvre. Parmi celles-ci figurent :

- un bâtiment dédié aux combustibles solides de récupération (CSR),
- un bâtiment lié à la collecte sélective (CS),
- une unité de compostage,
- une unité de méthanisation,
- une installation de stockage de déchets inertes (ISDI),
- ainsi que la création de casiers mono-déchets pour l'amiante et le placo-plâtre.

L'exploitant indique la volonté de créer l'installation de stockage déchets inertes (ISDI) ainsi que les casiers mono-déchets pour l'amiante et le placo-plâtre, autorisés par son arrêté préfectoral initial.

Il a été rappelé à l'exploitant que, pour les activités non mises en place dans un délai de trois ans après l'autorisation, il est nécessaire de déposer une nouvelle demande d'autorisation ou, le cas échéant, une demande d'enregistrement. La création de casiers mono-déchet (amiante et placo-plâtre) ne nécessite pas de nouvelle demande d'autorisation, puisque l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) relevant de la rubrique 2760 est déjà autorisée et mise en place sur site. Ainsi, la réalisation de ces nouveaux casiers devra uniquement être portée à la connaissance (PAC) de Monsieur le Préfet avant leur réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection l'intégralité des PAC évoqués lors de l'inspection, qui sont nécessaires à la révision de l'arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Drainage et collecte des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2024, article 8.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Drainage et collecte des lixiviats

Prescription contrôlée :

[...] L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains.
[...]

Constats :

Lors de l'inspection l'exploitant a présenté le document recensant le suivi des hauteurs des lixiviats en fond de casiers sur Clérac I et Clérac II.

Pour rappel, le niveau des lixiviats ne doit pas excéder 50 cm dans les casiers 1 à 5, et 30 cm dans les casiers 6 et suivants. Cette modification de la couche drainante a été actée par la prise d'acte de la préfecture de la Charente-Maritime en date du 10 mars 2022.

Aucun dépassement de la couche drainante n'est constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le tableau de suivi des hauteurs de lixiviats présenté lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite